



## Dans les écoles, la chute préoccupante du nombre d'élèves

**ÉDUCATION** L'Éducation nationale va perdre 67.000 élèves à cette rentrée par rapport à l'an dernier, et « près d'un demi-million » sur le quinquennat. La baisse est « tout à fait préoccupante », indiquait le ministre de l'Éducation nationale cet été devant les députés. Elle se vérifie « à peu près partout », selon Pap Ndiaye. De quoi inquiéter élus locaux et parents. « Nous allons procéder à des fermetures de classes », a prévenu le ministre, en assurant qu'elles se feraient « avec beaucoup de discernement ». A Paris, l'académie mise sur les écoles publiques bilingues pour freiner la diminution du nombre d'élèves. // **PAGE 2**

# FRANCE

## Rentrée : dans les écoles, la baisse « préoccupante » du nombre d'élèves

- Il y aura 67.000 élèves de moins en septembre par rapport à 2021 et « près d'un demi-million » sur le quinquennat.
- Les fermetures de classes se feront « avec beaucoup de discernement », a promis le ministre de l'Éducation Pap Ndiaye.
- Des députés appellent à modifier le système de révision de la carte scolaire.

### ÉDUCATION

Marie-Christine Corbier

[@mccorbier](#)

A une semaine de la rentrée des classes, on parle beaucoup du manque d'enseignants, mais moins du manque d'élèves. C'est pourtant une tendance de fond qui va marquer ce quinquennat, selon le ministre de l'Éducation nationale. Lors d'une audition le 2 août à l'Assemblée, Pap

Ndiaye a annoncé une perte de 67.000 élèves pour la prochaine rentrée, par rapport à septembre 2021. La baisse est « tout à fait préoccupante », indiquait-il, « on entre dans une classe d'âge très creuse », « et cela va s'accroître dans les années à venir ».

L'Éducation nationale chiffre la diminution du nombre d'élèves sur

le quinquennat à « près d'un demi-million », alors que le nombre d'écoliers, de collégiens et de lycéens dépassait les 12,2 millions il y a un an. La baisse, « tout à fait considérable » pour cette rentrée, se vérifie « à peu près partout », hormis « quelques exceptions », selon Pap Ndiaye.

L'année 2021 s'inscrivait déjà





dans cette tendance. Très perceptible dans le premier degré, la diminution du nombre d'élèves a concerné l'an dernier 27 académies. Seules celles de Guyane, de Mayotte et de la Réunion ont vu leurs effectifs progresser. La baisse est particulièrement marquée à Paris, en Guadeloupe, à Besançon, à Reims et en Martinique. Sur la période 2011-2021, les effectifs du premier degré ont chuté de 0,8 % en zone urbaine (soit 43.000 élèves en moins) et de 9,4 % (soit 129.000 élèves de moins) en zone rurale, selon le service statistique du ministère.

Les conséquences de la diminution du nombre d'écoliers inquiètent parents d'élèves et élus locaux. « Cela veut dire que nous allons procéder à des fermetures de classes », affirmait le ministre devant la représentation nationale, tout en assurant qu'elles se feraient « avec beaucoup de discernement ». « Il serait absurde de procéder à des fermetures de classes dans un monde rural un peu isolé de la même manière que dans des mondes urbains, compte tenu de l'environnement général », poursuivait-il.

### « Cadre purement comptable »

Les parlementaires de la majorité s'interrogent déjà sur la gestion de ces fermetures, « pas toujours bien acceptées, même si elles sont justifiées », selon Jérémie Patrier-Leitus, député Horizons qui a interrogé Pap Ndiaye à l'Assemblée. Il propose d'« associer pleinement les élus locaux aux décisions de fermetures de classes », car « c'est le seul moyen de [les] faire accepter par les parents d'élèves et les élèves ».

Sa collègue Béatrice Bellamy pointe la « légitimité fragile » de certaines fermetures de classes. Elle propose de modifier le système actuel de révision de la carte scolaire pour « plus de pragmatisme et d'assurances à long terme ». « Ce cadre rigide et purement comptable ne me semble plus adapté aux réalités de notre temps, estime-t-elle. Il

met en tension et place en situation de sursis permanent les enseignants et les parents d'élèves. Il nuit au bien-être des élèves. Bien souvent, il met également de côté les élus locaux. »

Au Sénat, mi-juillet, la sénatrice LR des Yvelines, Toine Bourrat, évoquait aussi « des situations ubuesques avec la fermeture d'une classe pour seulement un ou deux élèves en moins [...], avant sa réouverture l'année suivante ». Elle suggérait de mettre en place, par exemple, « une carte triennale » pour « mieux ajuster les choses ».

### Prendre en compte les situations locales

« La fermeture des écoles rurales est soumise à l'accord du maire, mais pas la fermeture de classes », rétorque Pap Ndiaye. L'Education nationale « ne répercut[e] qu'environ la moitié de la baisse démographique, ce qui signifie que le ministère prend en charge, d'une certaine façon, la moitié de cette baisse et que nous améliorons le ratio élèves/professeur », ajoute-t-il.

Tout en affirmant devoir « procéder à des fermetures », le ministre assure que l'Education nationale « pren[d] en compte les situations locales, parce que l'école est parfois le dernier service public présent ». « Il arrive que nous maintenions une classe, alors même que l'application stricte des critères devrait conduire à la fermer », concluait-il mi-juillet.

Autre effet de ce phénomène, la baisse de la natalité et ses conséquences dans les écoles va se traduire aussi par des classes moins nombreuses en certains endroits. Mais tout cela ne suffira pas à régler le problème du manque d'enseignants, criant en cette rentrée, et qui est d'une autre échelle. ■

### Les conséquences de la diminution du nombre d'écoliers inquiètent parents d'élèves et élus locaux.

### Les parlementaires de la majorité s'interrogent déjà sur la gestion des fermetures de classes.



Si la démographie scolaire est en baisse, cela ne règle pas le problème du manque d'enseignants, crient en cette rentrée. Photo Xavier Leoty/AFP

